

LE VENT D'AUTAN
rend-il vraiment fou?

INCOMMODÉS.

C'est la star du mois de mai. Le vent. Il partage l'affiche avec la pluie et le ciel gris. En plus de torturer les corps en mal de vitamine D, il vient souffler en rafales sur des esprits déjà éprouvés par l'hiver, au point de nous rendre fous?

Un frêle esquif progresse péniblement sur les allées de Barcelone. Le vélo d'Adrien dépasse difficilement les piétons. La capuche de son imperméable est gonflée par les bourrasques qui lui frappent le visage: «C'est le mauvais sens quand il y a le vent d'Autan, ça me rend dingue!», lâche l'étudiant en retard. Il faut dire que le canal de dérivation offre une amplification formidable à ce vent turbulent.

«Le vent d'Autan arrive en chantant et repart en pleurant», récite Jean-François Doumeng, agriculteur. «Quand le vent souffle, il faut faucher avant que le grain ne soit humide», complète-t-il. Une conséquence parfois stressante, qui n'est toutefois pas venue à bout de sa raison. Les vaches, en revanche, sont très nerveuses à la traite. «Les mouches se réfugient à l'intérieur et ça les rend folles! Leurs queues fouettent dans tous les sens.»

«Le vent d'Autan est un vent de Sud-Est turbulent, touchant le Midi toulousain et le Tarn. Il constitue le prolongement du vent marin qui souffle sur le Languedoc Roussillon», explique Météo France. Pas un mot en revanche sur l'effet d'une pénétration violente de masse d'air entre nos deux oreilles. Benoît, boulanger au feu de bois dans le Tarn, a plutôt des problèmes de miches: «Je dois chauffer davantage. La pâte aussi lève différemment, je pense que c'est lié à la pression atmosphérique.» Une bonne dépression donc... Chez l'être humain aussi? C'est en tout cas ce qu'ont voulu montrer trois chercheurs du CHU de Rangueil dans une étude de 1983. R. Franc, J. Claverie et P. Moron expliquent: «Le vent d'Autan a une action défavorable



sur les gens à antécédents psychiatriques qui sont d'une plus grande météosensibilité.» Un phénomène appelé la météoropathologie.

Une théorie qui laisse France Moschetta sceptique. L'atmosphère de son petit cabinet généraliste de l'avenue de Rangueil ne devient pas tempétueuse les jours de vent d'Autan. «Le vent, c'est comme la lune, je ne pense pas que ça ait une influence sur les pathologies. J'ai même moins de monde parfois. Les gens qui ne vont pas bien se disent que c'est à cause du vent et ne consultent pas.» Pourtant, une légende a cours à l'école de médecine. Elle raconte qu'à l'hôpital Gérard Marchant, les psychiatres augmentent les doses quand vient le vent d'Autan. Gildas de Lassat, psychiatre au-dit hôpital souffle le froid sur cette croyance: «Nous n'avons pas plus d'internements ou de pathologies psychiques chez nos patients les jours de vent d'Autan.»

Gabriel Haurillon ✍

Et maintenant... p.10
LES MÉDECINS LIBÉRAUX
MOBILISÉS POUR
UNE SANTÉ DE QUALITÉ

Politique p.12
PACTE BUDGÉTAIRE :
POSTURE POLITIQUE
OU DÉCISION RÉFLÉCHIE ?



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 17 > 23 MAI 2018 · N° 789



C'EST L'HISTOIRE D'UN CONTINENT...

... qui ne demandait
qu'à se réduire

est édité par Scoparl News-Médias 3.1
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse
Tél : 09.83.27.51.09
redaction@lejournaltoulouse.fr
Registre du commerce :
RCSB 803 281 880
N° Commission Paritaire:
1016 C 83361
ISSN : 2425.1151
Dépôt légal à parution
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Rémi Demersseman
RÉDACTEUR EN CHEF :
Séverine Sarrat
redaction@lejournaltoulouse.fr
RÉDACTION :
Séverine Sarrat, Nicolas Mathé, Philippe
Salvador, Hugo Bernabeu, Marie Larpent,
Fleur Olanier, Grégoire Souchay, Paul Périé,
Charline Poullain, et Gabriel Haurillon.
CHEFS DE PROJET WEB :
Olivia Marian et Fabien Pomiès
CORRECTION :
Thomas Gourdin
PHOTOGRAPHES :
Franck Alix et Hélène Ressayres
MAQUETTE :
Venise Abed
IDENTITÉ VISUELLE :
www.cathycombarous.fr
ANNONCES LÉGALES :
Tél. : 09.83.27.51.41
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr
Le Journal Toulousain est habilité
à publier les annonces légales
et judiciaires en Haute Garonne
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros
et le contenu numérique.
SERVICE COMMERCIAL
(annonces légales et parutions publicitaires) :
Véronique Lapeyre, Xavier Pamphile et
Sylvie Cotillec
Tél : 07.62.89.26.21
service.commercial@lejournaltoulouse.fr
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)
Pol. Ind. Casa Nova
Carrer Pla de l'Estany s/n
17181 Aiguaviva (Girona)
Journal fondé en 1997 par André Gallego



Installé paisiblement sur mon canapé, sirotant un soda et dégustant un hamburger acheté un quart d'heure plus tôt, je regardais un reportage sur le désormais, et malheureusement, célèbre septième continent de plastique. J'ai été profondément choqué. Une immense plaque de débris mesurant six fois la France qui flotte dans l'océan Pacifique. Ce chiffre m'a tellement impressionné qu'il me restera longtemps en mémoire.

Malgré tout, une fois mon déjeuner englouti et l'émission terminée, je me suis surpris à jeter tous les restes et emballages dans ma poubelle, sans distinction.

À cet instant, j'ai pensé : *"Mais comment peux-tu ne pas trier après ce que tu viens de voir."* Mon premier réflexe a pourtant bien été de tout jeter au même endroit.

Les habitudes ont la vie dure !

Je sais bien ce qu'il convient de faire pour permettre aux plastiques d'être recyclés, mais il m'arrive encore, je le confesse, de ne pas trier. Le carton où je stocke le plastique est situé sur mon balcon et il fait froid, il est plein car je n'ai pas eu le temps de le vider dans la poubelle bleue de mon immeuble, ou encore parce qu'il est mêlé à d'autres débris... Autant d'excuses que je me surprends à prononcer.

Je me rassure en tentant de me convaincre que ce n'est parce que je jette dans le tout-venant une seule bouteille en plastique que cela va changer grand-chose!

Mais je suis également conscient que, si je le fais tous les jours et que tout le monde tient mon raisonnement, le septième continent n'a pas fini de choquer les générations futures!



Guillaume, 36 ans



du 2 Juin
au 3 Juin 2018

Au Lac de Sède
à Saint Gaudens

LE CONCEPT
DU RELAIS POUR LA VIE

Pour suivre notre actualité

#rplv31



Le Relais Pour la Vie est un événement sportif, culturel et solidaire organisé dans une vingtaine de pays à travers le monde entier en soutien aux personnes touchées par la maladie. Pendant cette mobilisation, les participants regroupés en équipe se relaient pendant 24H, de jour comme de nuit, autour d'une piste de relais pour lutter ensemble contre les cancers. Autour de la piste, c'est un réel village qui prend vie : espace associatif, espace restauration, espace camping, espace bien-être, animation pour petits et grands afin de divertir votre entourage et ce à n'importe quelle heure de la journée et de la nuit...

VENEZ COURIR EN ÉQUIPE POUR SOUTENIR
LA LIGUE CONTRE LE CANCER

Créez votre équipe sur
www.relaispouurlavie.net

3 COMPRENDRE

EMBALLLEMENT. Le plastique est partout. Présent en milliers de particules dans l'eau ou dans la bière que nous buvons, piégé dans chaque litre des glaces de l'Arctique ou enfoui dans la fosse des Mariannes, à 11 000 mètres de profondeur. En 65 ans, l'Homme a produit 6 milliards de tonnes de déchets plastique, dont il ne sait comment se défaire. Parce qu'il limite la dispersion de ces matières dans l'écosystème et diminue de fait leur production, le recyclage est un enjeu majeur. Citoyens, entreprises, collectivités, chacun est appelé à changer ses habitudes pour donner une nouvelle vie au plastique. Et préparer un avenir fantastique.



Jt

TRÈS CHER *plas*

Dans l'inconscient collectif, le danger du plastique est désormais incarné par ce fameux septième océan constitué de déchets flottants. Pourtant, ce dernier ne représente que 2 à 3% de l'ensemble du plastique consommé annuellement et dont la grande majorité est enfouie dans les décharges. Si la partie visible de l'iceberg s'avère efficace pour sensibiliser l'opinion, elle ne suffit pas à mesurer le risque qui nous guette. « Outre l'aspect inesthétique, encore faut-il comprendre pourquoi le plastique pose problème. Ces déchets qui vont se dégrader en microparticules en une centaine d'années pénétreront ensuite dans nos organismes. Avec des conséquences sur la santé que l'on ignore encore », alerte Nathalie Gontard, directrice de recherche à l'unité Ingénierie des agropolymères du centre Inra de Montpellier.

En France, à l'occasion de l'annonce du Plan climat, le gouvernement faisait part de sa volonté de diviser par deux les déchets mis en décharge et surtout de recycler 100% des plastiques sur tout le territoire d'ici 2025. On en est actuellement très loin. Et malgré les

engagements pris pour mettre en place des consignes sur les bouteilles et l'opportunité donnée aux entreprises de réincorporer du

« Ces déchets qui vont se dégrader en microparticules en une centaine d'années pénétreront dans nos organismes »

plastique recyclé dans leur mode de production, de nombreux acteurs de l'environnement doutent très fortement de la possibilité d'atteindre cet objectif. Aujourd'hui, ce sont autour de

25% des plastiques qui sont effectivement recyclés et un tiers qui finissent à la décharge. De plus, la demande continue, elle, d'augmen-

ter pour répondre aux besoins de l'agroalimentaire, de l'automobile ou encore du BTP.

Pour Nathalie Gontard, l'objectif n'est tout simplement pas le bon : « Il faut absolument améliorer le recyclage, c'est un fait. Mais communiquer sur l'objectif 100% est une grosse erreur. C'est comme si, en cas d'inondation, on se précipitait sur les serpillières alors que le premier réflexe doit être de fermer le robinet ». Car le plastique fait partie des matériaux difficilement recyclables. Moins de 50% des différentes sortes existantes sur le marché le sont et, à l'inverse du verre, il est impossible à recycler à l'infini. « Le plastique est un polymère qui se dégrade à chaque fois qu'on le recycle. Donc, c'est certes mieux que rien, mais on ne fait que retarder le



© Rob Sinclair

tique!

problème. Et surtout, pendant ce temps, on ne prend pas les mesures qui s'imposent en amont. Il n'y a qu'en limitant la consommation que l'on pourra réellement construire une économie circulaire», affirme la spécialiste en sciences de l'aliment et de l'emballage. Le défi de la recherche consiste donc désormais à trouver des alternatives à ce matériau qui a révolutionné notre quotidien à partir des années 1960. Léger, peu coûteux, il représentait alors un progrès majeur dans la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, de nombreux acteurs appellent directement à se débarrasser de nos habitudes pour moins puiser dans les matières premières non renouvelables dont il dérive, notamment le pétrole.

« Il n'y a qu'en limitant la consommation que l'on pourra construire une économie circulaire »

Nicolas Mathé ✍

Les plastiques recyclables en France



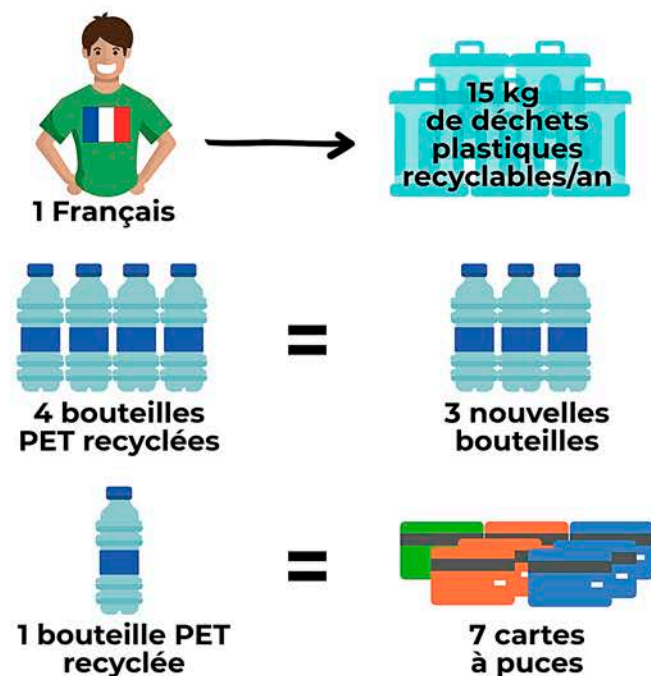
La France à la traîne en matière de recyclage



Etude réalisée sur 30 pays européens

Jt

Les enjeux du recyclage en France



SUR LE CHEMIN *du recyclage*

VISITE. Que devient le contenu des poubelles bleues, dédiées notamment au tri du plastique? Avant d'évoquer son recyclage, quelques étapes intermédiaires sont nécessaires. Le JT l'a suivi, jusqu'au centre de tri des déchets ménagers de Toulouse.

Jt



Comme toutes les semaines, le bip-bip du camion-benne venu ramasser les poubelles bleues résonne dans la rue. Les containers se déversent un à un dans la partie arrière du véhicule et leur contenu est emmené au loin. Plus exactement, ils sont transportés vers le centre de tri des déchets ménagers de Toulouse. « Avec une capacité de 20 000 tonnes par an, nous accueillons tous les emballages des communes de Toulouse, Villeneuve-Tolosane, Cugnaux et Blagnac », explique Frédéric Kruszczyński, responsable des collectes, précisant que ce volume critique est maintenant presque atteint.

Les camions se succèdent alors, impasse Marie Laurencin, dans le quartier de Ginestous, et vident leurs bennes de leurs déchets en papier, carton, plastique, acier et aluminium, dans un hall de réception de 1500 m². Un amas aussi haut qu'une maison, aux couleurs vives et disparates, qu'un cariste, juché sur son tractopelle, troue par endroits. Il charge, en vrac, les emballages pour les déverser dans un trémie. Ceux-ci tombent ensuite sur un tapis roulant et passent dans un décartonneur. Cette machine effectue un premier tri en séparant les cartons bruns du reste des emballages qui sont conduits à la cabine de sur-tri.

« Ils isolent en moyenne 20% de détritrus qui n'auraient pas dû être jetés dans une poubelle bleue »

Là, deux trieurs, à la dextérité impressionnante, se relaient toutes les heures et demie pour, manuellement, retirer du tapis les "refus". Il s'agit des déchets qui ont été mal triés par les Toulousains. « Ils isolent en moyenne 20% de détritrus qui n'auraient pas dû être jetés dans une poubelle bleue. On y trouve des sacs remplis d'herbe, des carcasses d'animaux et autres contenant en

verre », note Frédéric Kruszczyński. Et le tapis continuant d'avancer, projetant le contenu dans plusieurs grands tambours de machine à laver, aux mailles de plus en plus étroites pour trier les papiers, des petits éléments de plastiques comme des bouchons et des corps creux (bouteilles et autres

contenants de plastique). Dans un vacarme permanent, les machines trient sans trêve, avant de renvoyer les déchets sur un autre tapis roulant. Au-dessus, passe un aimant qui aspire les

boîtes de conserve et les cannettes afin de les isoler. Mais, dans ce bruit assourdissant, de la musique parvient à filtrer. Elle émane d'une salle, au bout du couloir.

Là, regroupés autour des tapis, une dizaine d'agents s'affairent à un nouveau tri manuel. Certains portent des masques de protection, la poussière étant omniprésente, d'autres des écouteurs sur les oreilles. Mais tous effectuent inlassablement les mêmes gestes. Dans de larges bouches béantes, situées devant leur poste de travail ou sur les côtés, ils jettent encore quelques flacons et bouteilles. Mais l'opération est loin d'être anarchique. « Il faut qu'à l'issue de cette dernière manœuvre, tous les emballages soient répartis par famille, notamment les plastiques: les PET clairs comme les bouteilles d'eau transparentes, les PET foncés comme les bouteilles transparentes de couleur et les Pehd comme les bouteilles de lait ou de lessive », énumère Frédéric Kruszczyński.

Effectivement, trois compartiments débordent des trois types de plastiques auxquels plus rien d'autre (ou presque) ne se mêle.



« Le plastique est conditionné en balles et envoyé à Bayonne »

Ainsi, chaque matériau, dont les propriétés différentes induisent un recyclage différent, pourra être acheminé vers une usine de recyclage compétente. « Le papier, qui reste la majorité des déchets issus des poubelles

bleues, est expédié en vrac vers une entreprise de recyclage située dans le Nord de l'Espagne, le plastique est conditionné en balles et envoyé à Bayonne, et l'acier-alu, en paquets, est transporté jusqu'en Espagne ou au Pays basque.

Quant au "refus", tout est transféré à l'usine d'incinération du Mirail», commente le directeur de collecte du centre de tri. Les entreprises partenaires ne doivent pas être à plus de 1000 kilomètres. « Le recyclage, geste écologique par excellence, n'aurait aucun sens s'il nous fallait augmenter notre bilan carbone pour le réaliser », confirme-t-il.

Tout un dispositif pour atteindre les 100% d'emballages plastique recyclés d'ici 2025, objectif fixé par le Premier ministre, Édouard Philippe. « Peut-être pas d'ici 10 ans, mais à Toulouse, nous pourrions y parvenir. Pour cela, il faudra investir pour transformer les unités de tri, et faire un travail beaucoup plus important pour sensibiliser la population », estime Frédéric Kruszczynski. Un projet qui ne semble pas effrayer le responsable des collectes toulousaines.

Séverine Sarrat ✍

LA TÊTE D'AMPOULE

CE QUE DEVRAIT faire la France...

PALMARÈS. En 25^e position des pays européens pour son taux de recyclage des déchets plastiques, la France a beaucoup à apprendre de ses voisins. Hervé Millet, directeur des affaires techniques et réglementaires pour l'Europe de l'Ouest de Plastics Europe, a une idée précise de ce qui pourrait nous faire gagner des places.

Si, pour Hervé Millet, l'objectif de 100% de recyclage des déchets plastique en 2025 est inatteignable, « il est en revanche possible de valoriser la quasi-totalité de ceux qui sont collectés. Cinq États européens y parviennent déjà », signale le directeur des affaires techniques et réglementaires pour l'Europe de l'Ouest de Plastics Europe, qui regroupe les principaux producteurs de plastique du vieux continent. Suisse, Autriche, Allemagne ou pays scandinaves, c'est dans le Nord de l'Europe que l'on recycle le mieux. Une performance qui va systématiquement de pair avec la mise en place d'une réglementation limitant la mise en décharge: « C'est un exutoire facile et pas cher qui a jusqu'ici empêché le recyclage de se développer en France », martèle l'expert. Il se félicite des objectifs fixés en la matière par le Plan climat.

Et se bat également pour que l'on récupère davantage de déchets: « Les bons résultats des pays performants sont notamment le fruit d'une politique de collecte séparée bien organisée ». Ainsi, alors que, pendant plusieurs décennies, seuls les bouteilles et les flacons en plastique des Français étaient recyclés, aujourd'hui, un quart d'entre eux dispose d'une poubelle dans laquelle ils peuvent jeter l'ensemble de leurs déchets valorisables, en papier, en bois, en métal, en verre et en plastique: « Cela augmente le flux et donc la nécessité de développer le marché et l'utilisation de la matière recyclée. C'est une petite révolution qui implique des investissements dans les centres de tri et des efforts de la part des industriels. » Dans le cadre de son Paquet économie circulaire, la Commission européenne appelle d'ailleurs ces derniers à s'engager à inclure davantage de plastique recyclé dans leur fabrication. Des multinationales comme Total, Coca-Cola ou Evian ont déjà répondu présent. L'écoconception est également encouragée, pour prendre en compte la recyclabilité du produit dès le départ.

La qualité de la matière recyclée a ainsi toute son importance: « Si elle s'améliore, le champ d'application sera plus vaste, les clients potentiels plus nombreux et les prix plus élevés », explique le représentant des producteurs de plastique européens, qui ont donc du pain sur la planche. Certains d'entre eux, en Allemagne, en Italie et en Autriche, expérimentent le recyclage chimique, qui consiste à modifier les molécules de plastique pour qu'elles soient davantage réutilisables. « Une voie de progrès supplémentaire, à moyen terme », selon Hervé Millet. Et s'il est un facteur susceptible de valoriser la filière, c'est bien la hausse du prix des matières premières: « Avec un baril de pétrole à 150 ou 200 dollars, on aura intérêt à utiliser du plastique recyclé ! »

Philippe Salvador ✍

HERVÉ MILLET

> Depuis sept ans, il est le directeur des affaires techniques et réglementaires pour l'Europe de l'Ouest de Plastics Europe, l'association professionnelle européenne qui représente les producteurs de matières plastiques.



Jt

👍 LA SOLUTION DE LA SEMAINE 👍

RÉCO, le recyclage récompensé

On les trouve sur les parkings d'une centaine de supermarchés français (dont les Intermarchés de Mongiscard et de Lavaur). Des containers d'un nouveau genre qui distribuent un ou deux centimes de bons d'achat pour chaque bouteille en plastique déposée. « Cela récompense le geste et permet de réaliser que le plastique a de la valeur. C'est une petite prime incitative, mais les gens qui font l'effort de venir recycler ne le font bien sûr pas pour l'argent! », explique François Demeure dit Latte, directeur général de Réco France. Ils sont 7000, tous les jours, à déposer chacun en moyenne 50 bouteilles vides dans les containers Réco, soit 2500 tonnes récoltées l'an dernier. « Dans les endroits où nous sommes implantés, on multiplie par deux le nombre de tonnes collectées. C'est ce



qui doit inciter les collectivités à nous accompagner». Car la société cherche toujours son business model. Née il y a cinq ans de l'esprit d'un entrepreneur basque, elle a vite accueilli à son capital le groupe Suez, qui expérimente la formule à grande échelle sur tout le territoire. Aujourd'hui, elle tire ses revenus de la vente du plastique à des usines de recyclage et des subventions de Citéo, le nouveau nom d'Ecoemballage. Réco s'est doté cette année d'un "Recycling van", un container mobile « qui sensibilise aussi à la propreté. Sur un événement, la présence d'un point de recyclage incite les gens à ramasser leurs bouteilles », conclut François Demeure dit Latte.

Philippe Salvador ✍

Jt



DES IDÉES plein le Net

En ligne, même le recyclage a ses tutoriels. Sur YouTube, c'est le credo qu'a choisi la chaîne Wearex, un collectif d'adeptes du Do it yourself. Régulièrement, ils postent des vidéos trucs et astuces, bien utiles pour recycler le plastique, dans lesquelles ils suggèrent des idées d'objets pratiques et décoratifs à reproduire facilement chez soi. L'occasion de donner une seconde vie aux bouteilles en plastique.

Youtube: Wearex



RECYCLER près de chez soi

Le site ourecycler.fr référence l'ensemble des points de collecte de déchets en France. Il permet également de localiser les lieux de recyclage les plus proches de son domicile. Un projet participatif puisque chacun peut identifier et répertorier les sites qu'il croise sur son chemin. Les associations sont encouragées à promouvoir, directement sur la plateforme, les actions qu'elles mènent en faveur de la collecte et du tri des matériaux recyclables.

ourecycler.fr



Le recyclage à DOMICILE

Le designer néerlandais Dave Hakkens a fait de la lutte contre le plastique sa priorité. Sur son site Internet, il met à disposition gratuitement les plans de machines de recyclage à reproduire chez soi. Elles permettent de transformer les déchets plastiques du quotidien en objets utiles. Un projet, baptisé Precious Plastic, qui a déjà conquis des centaines d'usagers à travers le monde. Ils échangent astuces et conseils en ligne pour contribuer à la protection de l'environnement.

preciousplastic.com



© Precious Plastics

 VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

CARBIOS, ou comment le plastique devient vraiment recyclable

Plusieurs centaines d'années, c'est la durée de vie estimée d'un sac ou d'une bouteille en plastique dans la nature. La société Carbios a décidé d'abrèger la fin de vie des plastiques par un moyen biologique, sans solvant chimique, et à faible température (autour de 60°C). «Le plastique est un polymère qui se présente comme un collier de perles. Chaque perle étant un monomère. L'enzyme agit comme un ciseau et les libère», explique Alain Marty, directeur scientifique de Carbios.

L'entreprise a mis au point deux procédés afin de garantir la biodégradation ou le recyclage des plastiques. Pour les sacs, le plastique agricole et les fibres textiles notamment, qui peuvent être fabriqués en PLA (acide polylactique), Carbios introduit des enzymes dans la matière plastique. «En présence d'eau, ces dernières sont activées et transforment le PLA en monomères, consommés par les micro-organismes présents dans le sol.» En d'autres termes, le PLA pourrait ainsi devenir compostable.

Les bouteilles d'eau, de lait, de boissons gazeuses ainsi que les textiles en polyester sont, eux, en PET (polyéthylène terephthalate). «Selon la même technique, les enzymes vont libérer les monomères.

Mais ces derniers seront ensuite purifiés, avant d'être réutilisés pour refabriquer des bouteilles identiques», détaille Alain Marty.

Actuellement, les bouteilles plastiques recyclées sont fondues à forte température, et ne sont réintégrées qu'à hauteur de 20% dans la conception de nouvelles bouteilles. Avec le dispositif Carbios, on obtiendrait 100% de plastique recyclé.

L'entreprise travaille en étroite relation avec la structure de transfert de technologie Toulouse White Biotechnology, et s'appuie sur les recherches de différents laboratoires. Prochaine étape: l'industrialisation du procédé. Carbios a déjà signé un accord de consortium avec L'Oréal.

Gros consommateur de contenants en plastique, le groupe cosmétique a décidé de s'engager dans le recyclage de ses flacons.

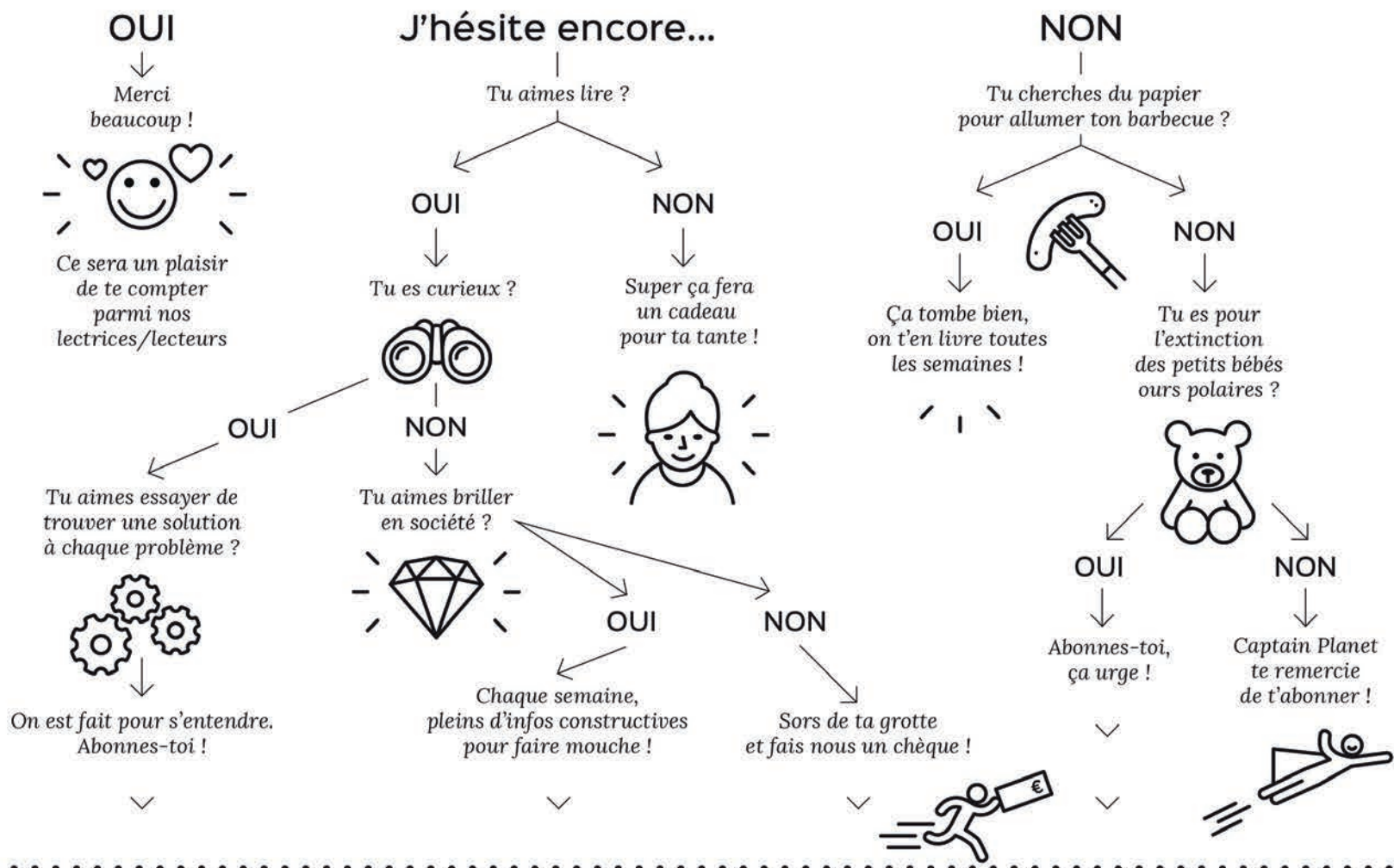
Carbios pourrait voir fonctionner sa première usine au cours du second semestre 2021 en France.



Marie Larpent ✍

Veux-tu

LE JOURNAL TOULOUSAIN
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE



T'ABONNER ?

ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + Web
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web offert
OUI Je m'abonne au JT!

6 MOIS 1 AN

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
CP _____ Ville _____
Mail _____

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulouseain

Par carte bancaire n° _____

Expire fin ____/____ Cryptogramme ____

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à
Le Journal Toulouseain
32, rue Riquet
31 000 Toulouse

Jt
LE JOURNAL
TOULOUSAIN

GRAND ANGLE

Une reprise à consolider pour l'ARTISANAT EN OCCITANIE

SAVOIR-FAIRE. Alors que les chiffres évoquent une légère amélioration de l'artisanat en Occitanie, cette reprise met à nouveau en lumière l'enjeu central que représente l'apprentissage dans l'évolution du secteur.

Bien plus modérée que celle du secteur marchand, la sortie de crise est tout de même une réalité pour l'artisanat en Occitanie, selon l'édition 2017-2018 du baromètre publié par Maaf et l'Institut supérieur des métiers. Pour l'affirmer, ce dernier s'appuie notamment sur une légère hausse de l'emploi (+1%) dans les TPE artisanales de moins de 20 salariés. Un taux supérieur à la moyenne nationale plutôt stable. Au rayon des bonnes nouvelles, Vincent Aguilera, président de la Chambre des métiers et de l'artisanat en Haute-Garonne observe également une augmentation de 4,3 % du nombre d'établissements ainsi que de celui d'apprentis (+2,6%) dans le département en 2017: «*La reprise est là, c'est indéniable. En revanche, on constate que, sur le nombre d'entreprises créées, 60% le sont par des micro-entrepreneurs. Or, ces derniers n'embauchent pas et ne prennent pas d'apprentis.*» Le baromètre Maaf-ISM confirme la tendance : le paysage de l'artisanat se compose de plus en plus de sociétés sans salariés. «*Outre les éventuels soucis de concurrence déloyale avec les sociétés classiques, comme dans le secteur des taxis, le problème des micro-entrepreneurs est leur niveau de revenu qui reste très bas. On ne peut pas se satisfaire d'une reprise qui repose sur des éléments aussi fragiles*», assure Roland Delzers, président régional de l'Union des entreprises de proximité (U2P).



Les chiffres ont en effet beau faire état d'une amélioration, les grandes difficultés du secteur demeurent, notamment la non-adéquation entre le besoin de main-d'œuvre et l'emploi. «*Cela se sentait moins ces dernières années car les entreprises ne pouvaient tout simplement pas embaucher. Mais aujourd'hui, le besoin*

« *Le besoin est de retour et la difficulté de recruter avec* »

l'orientation. Ensuite, la collecte des taxes d'apprentissage sera désormais assurée par un organisme neutre, l'Urssaf, et sera répartie par branches selon les réels besoins des métiers. C'est une vraie évolution. » Il en va, pour le président de la Chambre des métiers de la santé économique du pays : «*La question de l'artisanat est forcément liée à la désertification des cœurs de villes. En Haute-Garonne, plus de 6 000 artisans ont plus de 55 ans. Il faut aussi penser à la cession des entreprises pour lequel l'apprentissage est donc un enjeu majeur. La prise de conscience est là.*»

Nicolas Mathé ✍

À LA LOUPE

FESTIVAL : la communauté LGBTQI à l'honneur

DIFFÉRENCE. À l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie et la transphobie le 17 mai, le collectif Pride Toulouse lance le 24^e Festival des fiertés. Jusqu'au 8 juin, Marche des fiertés, spectacles, signatures de chartes et autres actions de sensibilisation contre les discriminations à l'encontre de la communauté LGBTQI sont organisées dans toute la région.

«*Nos corps, nos vies et nos droits.*» Tel est le slogan choisi par le collectif Pride Toulouse pour la 24^e édition du Festival des fiertés. À partir du 17 mai et pendant trois semaines, 80 événements vont se succéder dans Toulouse et sa région pour promouvoir la lutte contre les discriminations à l'encontre de la communauté lesbienne, gay, bi, trans, queer et intersexe (LGBTQI). Car, ces dernières années, les violences verbales et physiques envers ces catégories de personnes ne cessent d'augmenter. «*L'association SOS Homophobie vient de publier son 22^e rapport et relève +19,5 % de LGBTphobies en 2017, +20 % d'agressions physiques et une explosion de +154 % de discrimina-*

tions des bisexuels », précise Jérémy Perraud, coprésident de Pride Toulouse. Ces statistiques sont basées sur 1650 témoignages reçus, mais les victimes ne se manifestent pas toujours... Alors, pour sensibiliser l'opinion, partenaires institutionnels et privés, artistes et les 28 associations de Pride Toulouse se mobilisent. Une Marche des fiertés, à laquelle 35000 participants sont attendus, aura lieu le 9 juin. La veille au soir, le Pont-Neuf s'illuminera pour la première fois aux couleurs du drapeau arc-en-ciel. Également à ne pas manquer, le ShoW conféréncé "On casse les codes ou?" de l'humoriste Karen Chataigner, ou l'hommage aux personnes LGBT combattantes et déportées pendant la Deuxième guerre mondiale. Enfin, outre conférences, ateliers, apéros et pique-niques, l'équipe de rugby gay-friendly de Toulouse, les Tou'Win, fera signer une charte contre l'homophobie dans le sport à plusieurs clubs professionnels de la région.

Fleur Olagnier ✍



ET MAINTENANT ?

Les médecins libéraux mobilisés pour une SANTÉ DE QUALITÉ

URGENCE. Après avoir signé cet automne une convention avec Toulouse Métropole, l'Union régionale des professionnels de santé élargit désormais son action à toute l'Occitanie pour trouver des solutions face à la baisse de la démographie médicale.

Comment faire face au problème de démographie médicale? L'Union régionale des professionnels de santé (URPS), qui rassemble les 12 000 médecins libéraux d'Occitanie, a décidé de se faire entendre du public et de l'administration. « Les préoccupations de terrain ne sont pas suffisamment prises en compte », souligne le docteur Maurice Bensoussan, président de l'URPS. Si, aujourd'hui, le nombre global de médecins dans la région demeure en hausse, les zones non pourvues se multiplient, y compris en ville, et l'avenir n'est pas rassurant : « Nous allons avoir un effet générationnel, avec des cohortes de départs en retraite, couplé à des difficultés pour les remplacements et recrutements », explique le docteur Bensoussan. À Toulouse, s'y ajoute le contexte local : « C'est une des villes les plus médicalisées du pays et pourtant, il reste complexe de trouver un praticien dans certains quartiers comme la Cartoucherie ou Borderouge », constate-t-il.

Pour remédier à ces problèmes, ont été créées, depuis 2007, les maisons de santé pluriprofessionnelles, dont plusieurs sont en projet en Haute-Garonne. Leur principe : « Réaliser un exercice coordonné, avec plusieurs professionnels de santé au même endroit et des possibles spécialisations thématiques », précise Daniel Rougé, vice-président de Toulouse



Métropole, chargé des relations avec les acteurs de la santé. « À terme, l'idéal serait d'en avoir une sur chacun des six secteurs de la ville », estime l'élu. Encore faut-il trouver des solutions adaptées aux problématiques locales. Une convention a ainsi été signée en octobre

« L'idéal serait d'avoir une maison de santé pluriprofessionnelle sur chacun des six secteurs de la ville »

professionnels au niveau régional », assure le docteur Bensoussan.

Car après la Métropole, l'URPS vise désormais l'Occitanie tout entière, en rencontrant les maires pour « coller au mieux aux réalités de chaque territoire et sortir d'un modèle unique d'organisation centralisée ». Avec un mot d'ordre : « La concertation, indispensable à ce sujet si sensible de la démographie médicale. »

Grégoire Souchay ✍

ÇA BOUGE !



Vent d'ÉDUCATION POPULAIRE à Job

SOUFFLE. Pour mettre en lumière les principes qui servent de fil conducteur à son travail tout au long de l'année, le collectif Job organise du 17 au 20 mai la septième édition du festival d'éducation populaire Le vent se lève à Job.

Alors que le terme fait l'actualité, voici un exemple concret de convergence des luttes. Au début des années 2000, anciens salariés de l'usine Job tout juste liquidée, associations de quartier et artistes s'allient pour que le bâtiment ne soit pas rasé. 18 ans après, le collectif Job s'affaire à la septième édition de son festival consacré à l'éducation populaire. « Il existe des milliers de définitions mais, pour nous, il s'agit d'apprendre ensemble à changer le monde. Nous sommes tous experts de nos vies et chacun est légitime à s'exprimer », résume Pascal, bénévole du festival. Débats mouvants, jeux de positionnement, animation tournante des réunions, le collectif applique les

principes de "l'éduc' pop" autant dans l'organisation que dans la programmation, qui aura pour thèmes les médias et l'économie. « Nous aurions pu choisir le nucléaire, mais qui a vraiment une expérience dans ce domaine? Là, tout le monde a un vécu avec ces sujets qui donnent, de plus, l'opportunité de faire », illustre Pascal. De nombreux ateliers et initiations (télé, radio...) sont ainsi au programme. Tout comme des concerts, des projections et les fameuses conférences gesticulées, dont celle du journaliste Philippe Merlant qui sera coconstruite avec le public. « Elles sont au cœur du projet. En mélangeant un savoir chaud issu de son expérience et un savoir froid tiré de livres ou d'experts, n'importe qui peut transmettre via une mise en scène de son choix », développe Morgane, salariée d'un collectif qui continue à semer des graines en espérant que le vent les porte à un public le plus large possible.

Nicolas Mathé ✍

IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

Pierre BLEUSE

Toulousain à la baguette

Pierre Bleuse est cité par ses pairs comme l'un des jeunes chefs d'orchestre les plus brillants de sa génération. Longtemps figure de proue de l'Orchestre du capitole, il a depuis sillonné les planches du monde entier et s'est forgé une renommée internationale. Cette année, il revient à Toulouse pour le lancement du premier incubateur de start-up musicale.

✍️ Hugo Bernabeu



CONSEIL «Les artistes ont souvent la tête dans le guidon, ils se focalisent uniquement sur leurs œuvres», admet Pierre Bleuse. C'est dans l'optique de les éclairer sur l'aspect extra-artistique du métier que le chef d'orchestre lance cette année Musika InKubateur. «On accompagne les jeunes ensembles de musique de chambre dans tout ce qui est communication et relation avec les entreprises», précise-t-il. Une facette de la profession devenue primordiale.

GRAAL Cette évolution, Pierre Bleuse l'a constatée tout au long d'une immense carrière démarrée à 6 ans par le violon. En 2010, il se tourne vers la direction à la suite d'une rencontre avec le maestro finlandais Jorma Panula. Il connaît alors une ascension fulgurante qui le propulse jusqu'à la scène des Victoires de la musique classique en 2018. Une soirée dont il assure la direction artistique aux côtés de l'orchestre de l'opéra de Lyon. Aujourd'hui, à seulement 40 ans, Pierre Bleuse s'estime redevable: «Nous avons une responsabilité de transmission auprès des jeunes.»

INNÉ À l'instar de la musique, il attrape très tôt le virus de l'enseignement. «Mes deux parents, l'un directeur musical, l'autre professeuse de chant, ont consacré leur vie à l'éducation. Du coup, je pense que j'ai ça dans les gènes», explique en souriant le chef d'orchestre. C'est tout naturellement qu'en 2008 il fonde la Musika Orchestra Academy à Gramat (Lot). Une école qui réunit chaque année une centaine de jeunes talents pour des sessions d'apprentissage auprès d'artistes de renom.

CHALLENGE Mais cette année, exit le traditionnel concert de fin d'année de la Musika Orchestra Academy. À l'issue de la session, du 7 au 18 août, les jeunes s'élanceront pour une tournée régionale. Toutefois, Pierre Bleuse les met en garde: «C'est un avant-goût de la dure loi de la jungle des orchestres.»

PASSION Le parcours est loin de toucher à sa fin pour celui qui se considère comme un archéologue de la musique. «Il y a toujours de nouvelles choses à découvrir, chaque représentation est unique. Et c'est là toute la beauté de notre métier.»

TOP WEB



🐦 **Jean-Jacques Bolzan @JJBolzan 15/05:** «Le @MvtRadical31 doit être ouvert et constructif. Nous devons revenir aux fondamentaux de la proximité sur l'ensemble du territoire et être force de propositions.»

🐦 **Isabelle Hardy @izahardy 13/05:** «Parce que services de santé et de prévention sont irremplaçables, forte mobilisation des habitant-e-s de St Cyprien et des associations pour le maintien de la halte santé de l'hôpital de La Grave #nonlagravenestpasavendre #solidarite #servicepublic #toulouse»

🐦 **Aurélien Pradié @AurelienPradie 15/05:** «Séance de l'Assemblée Nationale. Pour nous, une relation sexuelle entre un majeur et un enfant de moins de 15 ans doit être considérée de facto comme un viol. Pas de faiblesse possible. Ts les groupes sont d'accord. Seule la Majorité LREM le refuse. Une honte. Pure et simple.»

f **Sud-Ouest Biogaz 15/05:** «Les premiers chargements en fumier des digesteurs couloirs de l'installation de méthanisation EURL Joly. Process METHASOL de Sud-Ouest Biogaz: La Voie Sèche nouvelle génération est arrivée!»

f **Archipel Citoyen 15/05:** «[FAQ] Qu'est-ce qu'une liste participative pour 2020? Une liste participative est une initiative citoyenne, sans programme ni candidat.e.s prédéfini.e.s qui cherche à impliquer le plus grand nombre d'habitant.e.s dans la vie politique locale en les associant au processus de décision. Une attention particulière est portée sur celles et ceux qui traditionnellement ne se sentent pas légitimes pour s'exprimer sur ces sujets. La finalité est de proposer une liste aux élections municipales de 2020 pour mettre en œuvre la transformation démocratique souhaitée par le collectif d'habitant.e.s. Les candidat.e.s de cette liste seront désigné.e.s par un processus démocratique en cours d'élaboration.»

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

PACTE BUDGÉTAIRE : posture politique ou décision réfléchie ?

FINANCES. Alors que Toulouse Métropole s'est engagée à signer le pacte budgétaire proposé par l'État, la Région et sa présidente Carole Delga s'y montrent fortement opposées. Ces décisions sont-elles encouragées par une volonté de rigueur budgétaire, d'autonomie financière ou simplement de positionnement politique ?

La volonté d'Emmanuel Macron de pousser les collectivités à s'engager à limiter à 1,2% par an la progression de leurs dépenses de fonctionnement contre le maintien des dotations ne passe pas très bien chez de nombreux élus de droite comme de gauche. L'Association des Régions, l'Assemblée des Départements et l'Association des maires de France affirment ainsi que ces contrats «font injustement porter la prise en charge d'une partie du déficit de l'État par les collectivités locales».

Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, a indiqué dans un tweet qu'elle ne «[signerait] pas le pacte budgétaire avec le gouvernement car [elle] n'accepte pas que l'on demande aux collectivités de faire plus d'efforts que l'État lui-même». Elle l'assure, elle n'a «pas besoin d'un contrat avec l'État pour prendre [ses] responsabilités... Je n'accepterai pas cette mise sous tutelle qui marque un retour en arrière inédit dans la décentralisation.» Une politique dénoncée par ailleurs dans une tribune publiée dans "Le Monde" qu'elle a cosignée avec 14 autres présidents de Région. «Les comptes des collectivités sont excédentaires en 2017 alors que le déficit de l'État approche des 70 milliards d'euros», déclarent-ils.

Un avis partagé par Jean-Luc Moudenc, pourtant favorable à la signature de ces contrats. «Pacte ou pas, on doit économiser. Les baisses de dotation ont été mal vécues ces dernières années. Le gouvernement actuel propose une autre méthode, qui demande plus de discipline en échange d'une garantie des ressources. Je préfère cela», affirme-t-il. Le maire de Toulouse justifie par ailleurs sa position en ajoutant que les collectivités qui ne seraient pas dans les clous sans avoir paraphé le



contrat seront plus lourdement sanctionnées. Et ne voit pas d'atteinte au principe d'autonomie «car le préfet ne fera pas les choix budgétaires». De son côté, la présidente de Région craint «une dégradation du service public». Si les deux camps ont leurs arguments, difficile de ne pas s'interroger quant à un clivage politique sur cette question. Jean-Luc Moudenc souhaite-t-il faire preuve de bonne volonté vis-à-vis d'Emmanuel Macron pour éviter un candidat En Marche face à lui en 2020 ? «Je fais mes choix en toute indépendance, sans être opposant ou soutien systématique du président de la République. Cette décision est dans l'intérêt de la Métropole», rétorque-t-il. Carole Delga, elle, «n'aime pas les postures, les prises de position caricaturales. Je ne suis pas dans l'opposition à une politique globale, mais dans la recherche de solutions concertées, construites avec les acteurs locaux.»

Paul Périé ✍

Contribution des élus ÉCOLOGISTES AU PLAN D'URBANISME

Estimant que les orientations du futur Plan local d'urbanisme intercommunal et habitat sont contraires aux enjeux majeurs du développement de la métropole, les élus écologistes ont apporté leur contribution à l'enquête publique. Ils regrettent notamment le retour en force de la voiture, le risque de gentrification du centre-ville avec la modification du seuil de déclenchement d'une obligation de mixité sociale ou encore la hauteur démesurée du projet de Tour Occitanie.



POLITIC' PORTRAIT

Jean-Baptiste DE SCORRAILLE

Priorité à la proximité



Conseiller municipal et départemental Les Républicains, Jean-Baptiste De Scorraille souhaite placer ses mandats sous le signe du pragmatisme et des actions de terrain. Un leitmotiv qu'il estime entretenir au quotidien.

«D'aussi loin que je me souviens, ma première pensée politique a été lors de la mort de Georges Pompidou. Je demandais à tous mes copains pour qui votaient leurs parents et cela m'intéressait vraiment», se rappelle Jean-Baptiste De Scorraille. Mais c'est en 1981 qu'il s'engage dans ce qui sera sa première campagne : «J'étais un militant assidu et j'ai soutenu Valéry Giscard d'Estaing pendant les élections présidentielles», précise-t-il.

Aujourd'hui, c'est localement qu'il s'investit, auprès de Jean-Luc Moudenc. «J'étais là dès 2008, lors de la perte de la mairie. J'étais là aussi le lendemain, avec une poignée d'autres, pour le remotiver en vue de 2014», explique celui qui fait partie des plus fidèles soutiens de l'actuel édile. «Je n'ai jamais douté et c'est arrivé», commente-t-il. En 2014, Jean-Luc Moudenc est donc élu et Jean-Baptiste de Scorraille devient adjoint, en charge des mairies de quartier et de la démocratie locale notamment. Il fait de la proximité son cheval de bataille. «Je rencontre, individuellement, jusqu'à 600 personnes par an et ce, pour être au plus près des considérations de mes concitoyens», illustre-t-il.

Une préoccupation qui le conduit, en 2015, à briguer un siège départemental sur le canton Toulouse 10. Élu, il dispose ainsi «d'une action concrète et de terrain sur tout ce territoire». Car, comme il aime à le souligner, «nous sommes là pour servir. Je ne pratique pas la politique à l'ancienne. Mon objectif n'est pas une hypothétique réélection mais être à l'écoute des habitants», insiste Jean-Baptiste De Scorraille.

D'ailleurs, il tient à préciser que ses deux mandats locaux ne l'empêchent pas de travailler dans le secteur privé : «Ce qui me permet de rester connecté à la réalité.» Et même s'il confesse effectuer 48 heures en une journée, ce directeur régional chez Findus n'envisage pas de mettre sa vie professionnelle entre parenthèses : «Je suis conscient que je peux perdre mes mandats politiques. Il m'est donc indispensable de garder mon emploi car, à 55 ans, il sera difficile d'en retrouver.» Tout en concluant que si Jean-Luc Moudenc venait à lui proposer de rempiler pour les municipales 2020, il repartirait sans hésitation.

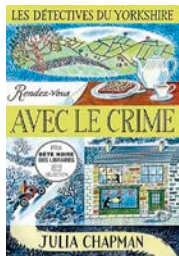
Séverine Sarrat ✍



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : [redaction
@lejournaltoulousain.fr](mailto:redaction@lejournaltoulousain.fr)
Mettre en objet :
Jeux concours

*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE

"Les détectives du Yorkshire"

Tome 1

Quand Samson O'Brien débarque à Bruncliffe, dans le Yorkshire, pour y ouvrir son agence de détective privé, la plupart des habitants voient son arrivée d'un très mauvais œil. De son côté, Delilah Metcalfe, génie de l'informatique au caractère bien trempé, tente de sauver de la faillite son site de rencontres amoureuses. Les choses prennent un tour inattendu lorsqu'il met au jour une série de morts suspectes dont la piste le mène tout droit... à l'agence de rencontres de Delilah!



LIVRE

"Un escargot tout chaud"

«La caisse, ou je te bute! -Eh bien, butez, monsieur.» Ce jour-là, le braqueur aurait mieux fait de pousser la porte d'une autre bijouterie. Aucune des six personnes qui se trouvent dans la bijouterie de Rose ne semble impressionnée. Amour, famille, enfants, ils ont tout raté. Alors vous pensez, un braquage ! Une fantaisie navigant entre l'émotion et le rire où les Marx Brothers auraient croisé Woody Allen.

SORTIR

La folie en scène À L'HÔPITAL MARCHANT



© Jean-Jacques Ader

PLANCHES. L'hôpital psychiatrique Gérard-Marchant de Toulouse programme en ses murs la pièce "Camille Claudel l'interdite!" Tout un symbole puisque la sculptrice finit ses jours recluse dans un asile. À l'issue de chacune des trois représentations, un temps de discussion est prévu.

Une femme seule devant des pants de bois. Des éléments scéniques qui seront tour à tour son lit mortuaire, son atelier, sa chambre d'asile, son abîme... et sur lesquels sont projetés les sculptures auxquelles elle donne vie, tandis que les voix off d'Auguste Rodin et de Paul Claudel s'adressent à cette femme qui se met à nu. "Camille Claudel l'interdite!" n'est plus vraiment à présenter, la pièce ayant tenu l'affiche un mois au théâtre Garonne en 2012. La même année, elle était programmée au Off d'Avignon et à l'hôpital psychiatrique de Montfavet tout proche, là où Camille Claudel a passé les trente dernières années de sa vie. Cette fois, le metteur en scène et directeur artistique du théâtre Cornet à dés, Jean-Pierre Armand, a sollicité un autre établissement spécialisé en psychiatrie, le centre hospitalier Gérard-Marchant de Toulouse qui a accepté de lui ouvrir ses portes pour trois représentations. Car ce projet s'insère

parfaitement dans la démarche de l'hôpital: « Il y a deux aspects. Il s'agit de permettre un mixage, de croiser les regards entre la maladie mentale et la société civile pour lutter contre la stigmatisation », explique Jean-Loup Vachon, président du comité culture de Gérard-Marchant. En cela, l'établissement participe également aux visites des Journées du patrimoine. Seconde volonté: rompre l'isolement des patients, « afin qu'ils puissent s'inscrire dans une vie culturelle. Ils sont toujours très à l'aise dans l'art, c'est un bon médiateur du vivre ensemble », poursuit Jean-Loup Vachon. C'est pourquoi le centre a un comité culture qui rapproche les personnes hospitalisées de l'opéra, de la photo ou encore d'œuvres contemporaines. Mais c'est une première en matière de théâtre. Et quelle première, sous le signe de Camille Claudel, « hospitalisée » pour les uns, « enfermée » pour les autres... Un débat passionné qui sera abordé lors des bords de scène programmés à l'issue de chaque représentation.

« Nous faire venir dans un hôpital psychiatrique montre que les choses vont dans le bon sens »

« Avant le film "Camille Claudel" de Bruno Nuytten avec Isabelle Adjani et Gérard Depardieu, et le livre "Une femme" d'Anne Delbée, on n'en avait jamais parlé, tout cela a été étouffé par sa famille. On a cru que Camille Claudel était folle. Ce n'est pas vrai », estime Jean-Pierre Armand. « Jusqu'au bout, la correspondance avec son frère témoigne de son intelligence », ajoute le metteur en scène, qui s'est longuement penché sur les archives de Montfavet pour monter sa pièce. « Des professeurs avaient même demandé à sa famille de la reprendre! » Mais la femme artiste, libre, gênait. « Jouer la pièce dans un hôpital psychiatrique de renommée a une résonance énorme! Nous faire venir montre que les choses vont dans le bon sens », poursuit Jean-Pierre Armand. Celui de l'ouverture vers la société et de la reconnaissance de la souffrance, de l'enfermement des aliénés pendant des siècles. Par le cri d'une femme.

Charline Poullain ✍

Échanges

Les représentations seront suivies de bords de scène: regards croisés mercredi soir entre le metteur en scène Jean-Pierre Armand et le professeur Gérard Pirlot, psychiatre-psychanalyste, et le lendemain avec Laurent Morlhon, psychologue.

Les mercredis 23 mai à 16h et 20h30,
et jeudi 24 mai à 20h30

RÉSERVATION:

🔗 cornetades.festik.net

Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1^{er} janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4,16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



MARCHÉS PUBLICS



PRÉFET DE LA HAUTE GARONNE

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

ZAC de Malepère à Toulouse
du 7 juin au 17 juillet 2018 inclus

> Description de l'opération soumise à enquête

Située au sud-est de la commune de Toulouse, en entrée de ville et en limite de la commune de Saint-Orens-de Gameville, la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Malepère se développe sur une étendue d'environ 113 hectares partiellement urbanisée et en contact avec les zones pavillonnaires et les pôles économiques de l'agglomération.

Le programme global prévisionnel de la ZAC, à maîtrise foncière partielle, prévoit notamment :
- l'accueil de nouvelles constructions, sur la durée totale de l'opération soit 22 ans et sur une surface d'environ 23 hectares dédiée à la création de 6 700 nouveaux logements et à la création de 19 000 m² de surface plancher d'équipements de superstructures (groupe scolaire, crèche, salle polyvalente/gymnase, centre socio-culturel, espace sénior...)
- l'aménagement d'infrastructures (espaces publics, voiries et réseaux) sur environ 24 hectares,
- la valorisation du bois de l'Hers et parc de la Marcaissonne ainsi que la création d'espaces verts sur environ 62 hectares,
- l'intégration du bâti existant sur environ 4 hectares.

Ce projet entend satisfaire les objectifs suivants :
- développer un quartier mixte à vocation principale d'habitat ouvert sur la ville et organisé en cohérence avec les transports en commun,
- promouvoir la mixité sociale et urbaine en proposant 30 % de logements sociaux et une diversité de formes d'habitat : individuel, intermédiaire et collectif,
- doter le secteur d'équipements publics et de polarités de proximité
- intégrer les enjeux de durabilité par un traitement paysager et architectural respectueux des spatialités identitaires du site, la préservation de la biodiversité et une gestion raisonnée des ressources,
- maintenir une activité économique pour favoriser une vie de quartier,
- maîtriser l'urbanisation par l'adaptation des phases opérationnelles du projet aux capacités d'accueil des nouvelles populations.

> Autorités responsables du projet

Toulouse métropole a confié l'aménagement et la maîtrise d'ouvrage de la ZAC de Malepère à la société d'économie mixte Oppidea, sise Immeuble Toulouse 2000 -B.P. 91003-, 2, esplanade Compans Caffarelli 31010 Toulouse Cedex 6 Tél. : 05.31.48.83.00, www.oppidea.fr, auprès de laquelle toute information peut être demandée.

> Objets de l'enquête

L'enquête publique unique comprend quatre objets :
- la déclaration d'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de Malepère à Toulouse,
- l'autorisation environnementale, au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement, des mêmes travaux,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse,
- la détermination des parcelles à déclarer cessibles -1ère phase-.

> Durée de l'enquête

L'enquête se déroulera pendant 41 jours entiers et consécutifs du jeudi 7 juin au mardi 17 juillet 2018 inclus.

> Lieux et siège de l'enquête

L'enquête est ouverte dans les communes de Toulouse, Labège, Saint-Orens de Gameville et Quint-Fonsegrives.
Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc, BP 35821, 31505 Toulouse cedex, est désigné siège de l'enquête.

> Désignation de la commission d'enquête

La commission d'enquête désignée le 5 avril 2018 par le tribunal administratif de Toulouse est composée comme suit :
Président :
- M. Robert CLARACO, directeur de bureau d'étude,
Membres titulaires :
- M. Joseph FINOTTO, retraité de la gendarmerie,
- M. Jean-Louis BRESSOLLES, retraité de l'équipement.

> Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête dont l'étude d'impact du projet, l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse, commune de Toulouse, et les avis de l'autorité environnementale

o Dans les administrations suivantes

Le dossier d'enquête unique, dont l'étude d'impact incluant une évaluation des incidences Natura 2000, l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse, commune de Toulouse et les avis de l'autorité environnementale, restera déposé sur support papier pendant toute la durée de l'enquête, dans les administrations suivantes :
- siège de Toulouse Métropole, 6, rue René Leduc à Toulouse,
- mairie de quartier de l'Ormeau, 345 avenue Jean Rieux à Toulouse,
- mairie de Labège, rue de la Croix Rose,
- mairie de Quint-Fonsegrives, place de la Mairie,
- mairie de Saint-Orens-de Gameville, centre technique municipal, 10 rue du Négoce.

Une version dématérialisée du dossier d'enquête sera, par ailleurs, mise gratuitement à la disposition du public au siège de Toulouse Métropole depuis un poste informatique en libre accès.

Chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture des administrations précitées.

o Sur le site internet www.haute-garonne.gouv.fr/enqueteZACmalepere

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication, auprès de la préfecture de la Haute-Garonne, direction des relations avec les collectivités locales, 1, place Saint-Etienne 31038 Toulouse cedex 9, du dossier d'enquête publique dès la publication de l'avis d'ouverture d'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

> Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations et propositions

o Consigner ses observations et propositions sur les registres d'enquête

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations et propositions sur l'un des registres d'enquête ouverts à cet effet aux jours et heures habituels d'ouverture des administrations précitées :

- siège de Toulouse Métropole, 6, rue René Leduc à Toulouse,
- mairie de quartier de l'Ormeau, 345 avenue Jean Rieux à Toulouse,
- mairie de Labège, rue Croix Rose,
- mairie de Quint-Fonsegrives, place de la Mairie,
- mairie de Saint-Orens-de Gameville, centre technique municipal, 10 rue du Négoce.

o Consigner ses observations et propositions sur le registre dématérialisé mis à disposition à l'adresse suivante : www.haute-garonne.gouv.fr/enqueteZACmalepere

o S'adresser par courrier postal ou électronique à la commission d'enquête

Les observations du public pourront, par ailleurs, être adressées, pendant la même période, à M. Robert Claraco, président de la commission d'enquête :

- soit par courrier postal : au siège de l'enquête publique à l'adresse suivante : Toulouse Métropole, 6 rue René Leduc, BP 35821, 31505 Toulouse cedex, en inscrivant sur l'enveloppe la mention suivante « Enquête ZAC Malepère- A l'attention du président de la commission d'enquête »
- soit par courrier électronique en se rendant sur le site internet suivant : www.haute-garonne.gouv.fr/enqueteZACmalepere

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites remises à la commission d'enquête seront annexées, dans les meilleurs délais possibles, au registre déposé à Toulouse Métropole, siège de l'enquête ainsi que sur le site internet suivant : www.haute-garonne.gouv.fr/enqueteZACmalepere

o Rencontrer la commission d'enquête

Le président et les membres de la commission d'enquête, désignés à l'article 6 précité, se tiendront, ensemble ou à tour de rôle, à la disposition du public lors des permanences suivantes :

- le jeudi 7 juin 2018 de 09H00 à 12H00 à la mairie de quartier de l'Ormeau*,
- le vendredi 15 juin 2018 de 15H00 à 18H00 au siège de Toulouse Métropole*,
- le samedi 30 juin 2018 de 09H00 à 12H00 à la mairie de quartier de l'Ormeau*,
- le mercredi 4 juillet 2018 de 14H00 à 17H00 à la mairie de Saint-Orens-de Gameville, centre technique municipal*,
- le lundi 9 juillet 2018 de 09H00 à 12H00 à la mairie de Quint-Fonsegrives*,
- le mardi 10 juillet 2018 de 14H00 à 17H00 à la mairie de Labège*,
- le mardi 17 juillet 2018 de 15H00 à 18H00 au siège de Toulouse Métropole*.

*adresses précitées

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

> Information et obligations des propriétaires

En vue de la fixation des indemnités, l'expropriant notifie aux propriétaires et usufruitiers intéressés, soit l'avis d'ouverture de l'enquête, soit l'acte déclarant l'utilité publique, soit l'arrêté de cessibilité, soit l'ordonnance d'expropriation.

Le propriétaire et l'usufruitier sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant, les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes.

Les intéressés autres que ceux mentionnés aux articles L.311-1 et L.311-2 seront en demeure de faire valoir leurs droits par publicité collective et tenus de se faire connaître à l'expropriant à défaut de quoi ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

> Durée et lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions de la commission d'enquête

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête restera déposée, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne, au siège de Toulouse Métropole, à la mairie de quartier de l'Ormeau et aux mairies de Labège, Saint-Orens de Gameville et Quint-Fonsegrives où le public pourra en prendre connaissance.

Les personnes intéressées pourront, à leur frais, obtenir communication du rapport et des conclusions en s'adressant au préfet de la Haute-Garonne - Direction de la citoyenneté et de la légalité - 1 place Saint Etienne - 31038 Toulouse cedex 9.

Enfin, le rapport et les conclusions de la commission d'enquête pourront être consultés sur le site internet www.haute-garonne.gouv.fr/enqueteZACmalepere

> Décisions susceptibles d'être adoptées à l'issue de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le préfet invitera le conseil de Toulouse Métropole à se prononcer, dans un délai qui ne peut excéder six mois, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de la ZAC de Malepère et à rendre un avis sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse.

Par suite, le préfet de la Haute-Garonne se prononcera, par arrêtés, sur :

- l'utilité publique des travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de Malepère valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Toulouse Métropole, commune de Toulouse,
- l'autorisation environnementale unique, au titre des articles L.181-1 et suivants du code de l'environnement, des mêmes travaux,
- la cessibilité des parcelles dont il est projeté l'acquisition par voie amiable ou par voie d'expropriation.

Signé pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général, Jean-François COLOMBET



PRÉFET DE LA HAUTE GARONNE
AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

**Etablissement d'un plan de servitudes aéronautiques de dégagement
au bénéfice de l'aérodrome de Cazères-Palaminé
du 28 mai au 15 juin 2018 inclus**

> **Objet de l'enquête**

Une enquête publique est ouverte en vue de l'établissement d'un plan de servitudes aéronautiques de dégagement au bénéfice de l'aérodrome de Cazères-Palaminé sur le territoire des communes de Cazères, Martres-Tolosane, Mauran, Mondavezan, Montclar-de-Comminges, Palaminé et Sana.

> **Autorité responsable du projet**

Le projet de plan de servitudes aéronautiques de dégagement au bénéfice de l'aérodrome de Cazères-Palaminé est porté par la Direction générale de l'aviation civile - Direction de la sécurité de l'aviation civile sud - Allée Saint-Exupéry - BP 60100 - 31703 Blagnac, auprès de laquelle toute information peut être demandée.

> **Durée de l'enquête**

L'enquête se déroulera pendant 19 jours entiers et consécutifs, du lundi 28 mai au vendredi 15 juin 2018 inclus.

> **Lieux et siège de l'enquête**

L'enquête est ouverte dans les communes de Cazères, Martres-Tolosane, Mauran, Mondavezan, Montclar-de-Comminges, Palaminé et Sana. La mairie de Palaminé est désignée siège de l'enquête.

> **Désignation du commissaire enquêteur**

Monsieur Michel BUSQUERE est désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision du président du tribunal administratif de Toulouse en date du 6 avril 2018.

> **Lieux, jours et heures où le public pourra consulter le dossier d'enquête**

.. dans les mairies suivantes :

Le dossier d'enquête préalable à l'établissement des servitudes restera déposé, pendant toute la durée de l'enquête, dans les mairies de Cazères, Martres-Tolosane, Mauran, Mondavezan, Montclar-de-Comminges, Palaminé et Sana.

Chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

.. sur le site internet suivant :

www.haute-garonne.gouv.fr/enquetePSACazeresPalaminé

> **Modalités selon lesquelles le public pourra présenter ses observations**

- **Consigner ses observations sur les registres d'enquête**

Pendant toute la durée de l'enquête, le public pourra consigner ses observations sur les registres à feuillets non mobiles ouverts à cet effet, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, dans les mairies de Cazères, Martres-Tolosane, Mauran, Mondavezan, Montclar-de-Comminges, Palaminé et Sana.

- **S'adresser par courrier au commissaire enquêteur**

Les observations du public pourront, par ailleurs, être adressées, pendant la même période, à Monsieur Michel BUSQUERE, commissaire enquêteur, par courrier postal adressé à Monsieur le commissaire enquêteur, Mairie de Palaminé, 4 rue de Savoie - 31220 PALAMINÉ, siège de l'enquête, qui les annexera au registre d'enquête.

- **Rencontrer le commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur, désigné à l'article 5 précité, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations écrites ou orales lors des permanences suivantes :

- le lundi 28 mai 2018 de 9h00 à 12h00 à la mairie de Martres-Tolosane,
- le jeudi 7 juin 2018 de 14h00 à 17h00, à la mairie de Mauran,
- le vendredi 15 juin 2018 de 14h00 à 17h00, à la mairie de Palaminé.

> **Lieux où, à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur**

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur restera déposée, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la préfecture de la Haute-Garonne ainsi que dans les mairies de Cazères, Martres-Tolosane, Mauran, Mondavezan, Montclar-de-Comminges, Palaminé et Sana où le public pourra en prendre connaissance.

Les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, en s'adressant au préfet de la Haute-Garonne - Direction de la citoyenneté et de la légalité - Bureau de l'aménagement commercial et de l'utilité publique - 1 place Saint Etienne - 31038 TOULOUSE CEDEX 9.

Enfin, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur pourront être consultés sur le site internet des services de l'Etat en Haute-Garonne :

www.haute-garonne.gouv.fr/enquetePSACazeresPalaminé

> **Décision susceptible d'être adoptée à l'issue de l'enquête**

Conformément à l'article R.242-1 du code de l'aviation civile, le plan de servitudes aéronautiques sera susceptible d'être approuvé et rendu exécutoire par décret en Conseil d'Etat, à moins que les conclusions du rapport d'enquête, les avis des services et des collectivités publiques intéressés ne soient favorables, auquel cas il sera statué par arrêté du ministre chargé de l'aviation civile, en accord s'il y a lieu, avec le ministre des armées.

**Signé pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général, Jean-François COLOMBET**

CONSTITUTIONS



Patrick PARTOUCHE
Avocat
19, chemin de Nicol
31200 TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à CUGNAUX du 15 Mai 2018, il a été constituée une Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société à Responsabilité Limitée
DENOMINATION : DAF RESTAURATION
OBJET : La société a pour objet l'activité de restauration de toute nature sur place et à emporter, salon de thé.
La participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique.

et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.
CAPITAL : 9 000 € entièrement libéré
APPORTS : en numéraire
SIÈGE SOCIAL : 13 Rue du Rempart Villeneuve à TOULOUSE (31000)
DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S.
GERANCE : Thomas AUFATURE, demeurant 26 Rue de Varsovie à TOULOUSE (31100)
Nicolas DEMOULIN, demeurant 23 Impasse des Palombes à GOYRANS (31120)
IMMATRICULATION : Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE

Pour avis

Suivant acte SSP en date du 02/04/2018, il a été constitué une SCI. Dénomination : SCI G2L Immo. Objet : Acquisition, administration, exploitation sous toutes ses formes, de tous immeubles, de terrains et biens immobiliers. Siège social : 75 avenue des Guis 31830 Plaisance du Touch. Capital : 900 €. Durée : 99 ans. Gérance: M. Frédéric GIRY, 75 avenue des Guis 31830 Plaisance du Touch. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION : B.R.I. VALORISATION
FORME : Société par actions simplifiée
SIÈGE SOCIAL : Le Vignoble - 31 430 SAINT-ELIX-LE-CHATEAU
OBJET : toutes activités de remblaiement de carrière, le recyclage de déchets inertes banals, le négoce de granulats, le terrassement, ainsi que, plus généralement, toutes opérations quelconques pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous autres objets similaires ou connexes, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, mobilières ou immobilières, et susceptibles d'en faciliter le développement ou la réalisation
DURÉE : 99 ans
CAPITAL : 1 000 euros
PRÉSIDENT : Hélène TROPHIME, demeurant chez M. Guignard - 7 Rue des Acacias - 31 310 RIEUX VOLVESTRE
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.
Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse

Pour avis,

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION : PIZZA VOLVESTRE
FORME : Société par actions simplifiée
SIÈGE SOCIAL : 12 Place de la Halle - 31 310 MONTESQUIEU-VOLVESTRE
OBJET : Toutes activités de fabrication et vente de pizzas à emporter ou à consommer sur place, de frites, crêpes et plats cuisinés, de snacking, pâtisserie, sandwicherie, épicerie, pâtisserie, boissons fraîches.
DURÉE : 99 ans
CAPITAL : 1 000 euros
PRÉSIDENT : Michel DREUILHE demeurant à BOUAS - 31 310 MONTESQUIEU-VOLVESTRE
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse

Pour avis,

Par acte sous seing privé en date du 07/05/2018, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION : CAD
FORME : Société par actions simplifiée
CAPITAL : 600 euros
SIÈGE : 118 Chemin de la Salade Ponsan - 31400 TOULOUSE
OBJET : L'acquisition par tous moyens, l'exploitation, la cession, la concession de tous droits de propriété intellectuelle ou industrielle et notamment de marques de fabrique, brevets, dessins et modèles, droits d'auteur, logiciels et progiciels dans tous secteurs d'activité,
DURÉE : 99 années
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGREMENT : En cas de pluralité d'associés, les cessions d'actions, à titre onéreux ou gratuit, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés, statuant à l'unanimité des associés disposant du droit de vote.
PRÉSIDENT : M. Cyril PICOT demeurant au Lieu-dit «Au Moncassin», 32140 MONLAUR-BERNET
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 25/04/2018, il a été constituée une SAS ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination : EST'R'ELLA
Objet social : exploitation de commerces de prestations de soins et vente de produits de beauté et de bien-être
Siège social : 2, rue Frédéric Chopin - 31270 - CUGNAUX
Capital : 5.000,00 €
Durée : 99 ans
Président : Monsieur Frédéric, Jean, Robert THOREAU, demeurant à CUGNAUX (31270) 2, rue Frédéric Chopin
Admission aux assemblées et droits de votes : Tout actionnaire peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.
Clause d'agrément : agrément pour toutes les cessions
Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

Suivant acte SSP en date du 03/05/2018, il a été constituée une sarl. Dénomination : ENERFREE. Objet : Conception, financement et réalisation d'actions d'efficacité énergétique. Siège social : 10 boulevard Matabiau 31000 Toulouse. Capital : 52000 €. Durée : 99 ans. Gérance: Mme Anne Kampf, 11 boulevard Matabiau 31000 Toulouse. Immatriculation RCS TOULOUSE.

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :
DENOMINATION : BC CONSTRUCTIONS
FORME : Société à responsabilité limitée
SIÈGE SOCIAL : 12 Impasse de la Charbonnière 31400 TOULOUSE
OBJET : Maîtrise d'Oeuvre générale de projets de bâtiments, tant sur l'étude, la conception, le choix des intervenants et le suivi de la réalisation des ouvrages
DURÉE : 99 années
CAPITAL : 7 000 euros
GERANCE : Monsieur Laurent BEAUTE demeurant 12 Impasse de la Charbonnière 31400 TOULOUSE
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE.

Pour avis,

**TRANSFERTS
DE SIÈGE**

**Société
AZUR BEAUTE**
Sarl au capital de 100,00€.
RCS TOULOUSE : 518 091 459

Au terme d'une délibération en date du 12 Mai 2018, l'assemblée générale extraordinaire des associés de de la SARL AZUR BEAUTE a décidé de transférer le siège social du 23, Avenue de TOULOUSE 31270 CUGNAUX au : SARL AZUR BEAUTE C/O ANNEX - BALN°46 - 70 rue Jacques BABINET 31100 TOULOUSE à compter du 15 Mai 2018.
L'article N°4 des statuts est modifié en conséquence.



**Notre
ADRESSE
MAIL**

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

AX'HOM

Société à Responsabilité Limitée
Capital social : 8 000 Euros
Siège social : 43, Rue Pierre-Paul Riquet - 31000 TOULOUSE
RCS TOULOUSE : 751 005 778

Aux termes d'un acte sous seing privé du 28 février 2018 à TOULOUSE (31000), il a été décidé, à compter du 28 février 2018, de transférer le siège social et l'établissement principal qui étaient fixés au 43, Rue Pierre-Paul Riquet à TOULOUSE (31000) pour les fixer désormais au 12, Rue des Vases à TOULOUSE (31000).
Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis et mention.

**CESSIONS FONDS
DE COMMERCE**



**SCP CHABERT
SEIZE-EYL notaires**
6 Rue Bayard 31000 TOULOUSE

Suivant acte reçu par Me CHABERT notaire à TOULOUSE le 02.05.2018, enr. au SPFE TOULOUSE 3 le 15.05.2018 dossier 2018 22946 Réf 2018 N 01058, CLOROFIL, SARL, siège à TOULOUSE (31) 16 rue Rembrandt SIREN 523234045 RCS TOULOUSE a vendu à JK SPORTS, SAS siège à VERNET (31) 29 rue des Violettes SIREN 838397173 RCS TOULOUSE, le fonds de commerce de : exploitation d'une salle de sport, gymnastique, musculation, danse, relaxation et toutes activités connexes et restauration, petite licence, centre de remise en forme, vente de produits relatifs à l'activité, mise à disposition de salles (plancher) exploité à TOULOUSE (31) 24 rue Roquelaine, connu sous le nom commercial CLOROFIL, SIREN 523234045 RCS TOULOUSE. Prix 230.000 €. Jouissance 02.05.2018. Opérations reçues en la forme légale dans les 10 jours de la dernière en date des pub. légales, à TOULOUSE en l'étude de Me CHABERT susnommé, domicile élu à cet effet.

Pour insertion.

Avis de cession

Aux termes d'un acte authentique en date du 14 Mai 2018 à SAINT-JEAN, dont la copie authentique a été délivrée le 14/05/2018, la SARL GANACHE ET COMPAGNIE, 812 663 946 RCS TOULOUSE, au capital de 10 000 €, dont le siège social est situé 5, Rue de Soyouz, ZA Montredon 31240 L'UNION, dont l'adresse de son établissement est situé 5, Rue de Soyouz, ZA Montredon 31240 L'UNION, A CEDE A

La SARL MANERO, 483 523 460 RCS TOULOUSE, au Capital de 9000 Euros, ayant son siège social 5, Rue de Soyouz, ZA Montredon 31240 L'UNION, un fonds de commerce de restauration comprenant le nom commercial et l'enseigne LES METS EN MELEE, la Licence 3, la clientèle, le droit au bail et biens corporels des lieux sis 5, Rue de Soyouz, ZA Montredon 31240 L'UNION moyennant le prix de 165 000 Euros. La date d'entrée en jouissance est fixée le 14/05/2018.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : Me GANTOU, Notaire : 9, Avenue de l'Eglise-Résidence Rimbaud à 31240 SAINT-JEAN.

POUR AVIS,

MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)

SARL PIZZA NAPOLI Au capital de 5 000,00€ Siège : Lieu-dit Souleilla de TAMBOURRET, parc d'activités du Lauraguais 31560 NAILLOUX RCS TOULOUSE : 519 873 947

Au terme d'une délibération en date du 27 AVRIL 2018, l'assemblée générale ordinaire des associés de la société PIZZA NAPOLI a pris acte de la démission de Mr JOËL MICOULAUD de ses fonctions de gérant de la société à compter du 01 MAI 2018.

Mme VALERIE LAMAND, demeurant 34, rue Bucium les jardins d'Isis 31560 NAILLOUX, a été nommée gérante de la société pour une durée illimitée aux fonctions qu'elle a acceptées.

Il a été donné quitus de sa gestion à Mr JOËL MICOULAUD.

SCM TROUILLET-FABIE-NAN Société Civile de Moyens Au capital de 305 € divisé en 20 parts sociales Siège social : 331 route de Seysses (31100) TOULOUSE Siret : 322 768 748 RCS DE TOULOUSE

Avis de remplacement du gérant

Aux termes d'une délibération en date du 11 avril 2018 il a été pris acte de la démission de Monsieur Francis NAN, demeurant 80 Chemin du Catalan, 31370 RIEUMES, de ses fonctions de gérant.

Madame Séverine TROUILLET-FABIE, gérante, demeure seule dirigeante à compter de cette date.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis La Gérance

NOMINATION COMMISSAIRE AUX COMPTES

BEBEBOUTIK Société à Responsabilité Limitée au capital de 5 900 euros Siège social : 22 CHEMIN DE GARRABOT - 31770 COLOMIERS 750 289 167 RCS TOULOUSE

Avis de publicité légale

D'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du comité de direction du 9 avril 2018, il résulte que : les associés ont décidé à l'unanimité de procéder à la nomination de Deloitte & Associés, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 572 028 041, en tant que commissaire aux comptes titulaire à compter de l'exercice clôturant le 31 décembre 2018 et pour une durée de six exercices.

Les articles statutaires ont été modifiés en conséquence.

Dépôt légal au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE

Pour avis, La Gérance

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet 31000 Toulouse



MODIFICATION CAPITAL SOCIAL

BEBEBOUTIK Société à Responsabilité Limitée au capital de 6 490 euros Siège social : 22 CHEMIN DE GARRABOT - 31770 COLOMIERS 750 289 167 RCS TOULOUSE

Avis de publicité légale

D'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du comité de direction du 05 mai 2018, il résulte que : les associés ont décidé à l'unanimité de procéder à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 590 euros, le portant de 5 900 euros à 6 490 euros.

Les articles statutaires ont été modifiés en conséquence.

Dépôt légal au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE

Pour avis, La Gérance

MODIFICATION OBJET SOCIAL

Ô CASSE - CROUTE Société par actions simplifiée au capital de 100 euros Siège social : 2 Bis Rue de Bayard à l'angle du 34 Boulevard de Strasbourg 31000 TOULOUSE 825 100 829 RCS TOULOUSE

Modification objet social

Par délibération en date du 1er mai 2018, les associés de la société Ô CASSE - CROUTE ont décidé de modifier l'objet social de la société.

L'article 2 des statuts est donc ainsi modifié :

Ancienne mention : Service de restauration rapide et traditionnelle, pâtisserie, viennoiserie, sandwicherie, boulangerie, confiserie, boissons.

Nouvelle mention : Restaurant, salon de thé, pizzeria, ventes à emporter et à consommer sur place

Restauration rapide, pâtisserie, viennoiserie, sandwicherie, boulangerie, confiserie, boissons.

Pour avis et insertion,

DISSOLUTIONS

LONOMA Société à Responsabilité Limitée en liquidation Au capital de 7 500 euros Siège et Siège de liquidation : 6 rue Jean Jacques Rousseau 31240 SAINT JEAN 819 875 089 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 15.05.2018 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter 31.12.2017 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Claudie Thomas, demeurant 6 rue Jean Jacques Rousseau 31240 L'Union, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 6 rue Jean Jacques Rousseau 31240 SAINT JEAN. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

DEUX A COIFF SARL au capital de 2000 € Siège social : 70 Rue Du Bourrelleur 31330 MERVILLE 499462943 RCS de TOULOUSE

En date du 11/05/2018, il a été décidé la dissolution anticipée de ladite société à compter du 11/05/2018. Mme BERLIAC EPOUSE SCHEWE AUDE demeurant 16 Impasse Chantarel 31700 MONDONVILLE a été nommé liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Mention au RCS de TOULOUSE

NON-DISSOLUTION



Little Saigon S.A.R.L au capital de 9999 Euros 17 rue Aristide Bergès ZA du Casque 31270 Cugnaux R.C.S de Toulouse : 812 771 665

Avis de modification

Par délibération en date du 31/07/2017, l'assemblée générale extraordinaire, statuant en application de l'article L223-42 du Code de Commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution malgré un actif net inférieur à la moitié du capital social.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis et mention. La Gérance.

LIQUIDATION

LONOMA Société à Responsabilité Limitée en liquidation Au capital de 7 500 euros Siège et Siège de liquidation : 6 rue Jean Jacques Rousseau 31240 SAINT JEAN 819 875 089 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale réunie le 15.05.2018 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Claudie THOMAS de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

DIVERS



Aménagement de régime matrimonial

Suivant acte du 1er mars 2018 reçu par Me BRUSTIER, Mr Ahmed KINANI, Commerçant, né à KSAR ZERARA (MAROC) le 1er décembre 1962 et Mme Jemma SOUHI, Salariée, son épouse, née à BENI MTIR (MAROC) le 4 mars 1967, demeurant ensemble à TOULOUSE (31200) 25 rue des vignes, tous deux de nationalité marocaine, mariés à la mairie de TOULOUSE (31) le 27 avril 2013 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable comme ayant fixé leur premier domicile stable et effectif en France après leur mariage ont décidé de modifier leur régime matrimonial. Mr Ahmed KINANI a fait apport à la communauté d'une maison sise à TOULOUSE (31200), 25 Rue des Vignes, cadastrée Préfixe 831 section BE numéros 114 et 115. Absence de clause de reprise de l'apport en cas de divorce. En vertu de l'article 1397 du code civil les oppositions à ce changement pourront être faites dans un délai de 3 mois à compter de la présente publication par acte d'huissier de justice ou lettre recommandée à Me BRUSTIER notaire, 2bis Bd DELACOURTIE 31400 TOULOUSE où il est fait élection de domicile.

Pour avis, le Notaire

SARL LES MILLE ET UNE PAGES SARL au capital de 7622 € Siège social : Rue Des Pins 31700 BEAUZELLE 417 610 664 RCS de TOULOUSE

Par AGE du 20/04/2018, il a été décidé à compter de ce même jour :

- Nomination de Mme Joëlle PUGIBET demeurant 10 rue Mozart, 81990 CAMBON en tant que gérante de la société. Nomination de Mr André PUGIBET demeurant 10 rue Mozart, 81990 CAMBON en tant que gérant de la société

- Modification de l'activité qui devient : PRESSE, LOTO, JEUX DE GRATAGE, FOURNITURES DE BUREAU, CARTERIE, CONFISERIE, BOISSONS A EMPORTER, CLES MINUTE, BIJOUX FANTAISIE.

- Démission de Mme Patricia BACHELIER demeurant 4 rue du champ de l'église 81400 ROSIERES de son poste de gérante de la société

Mention au RCS de TOULOUSE

FIENI Christopher né le 13/12/1990 à PARIS dans le département 75 (FRANCE), demeurant 36 Rue Du Languedoc 31170 TOURNEFEUILLE, dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique celui de HENRIOT

BEBEBOUTIK Société à Responsabilité Limitée au capital de 5 900 euros Siège social : 22 CHEMIN DE GARRABOT - 31770 COLOMIERS 750 289 167 RCS TOULOUSE

Avis de transformation

D'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du comité de direction du 27 avril 2018, il résulte que :

les associés ont décidé à l'unanimité la transformation de la société en société par actions simplifiée, sans création d'un être moral nouveau.

Cette transformation a entraîné la modification des anciennes mentions devenues caduques qui sont remplacées par celles-ci-après :

FORME : société par actions simplifiée ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives du moment que ses titres de capital sont inscrits à son nom à la date, selon le cas, de l'assemblée, de l'envoi des documents en vue d'une consultation écrite ou de l'acte. Il peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé.

AGREMENT : Agrément des cessions d'actions à des tiers par les actionnaires à la conclusion de tout accord.

NOUVEAUX ORGANES DE DIRECTION : Président : - Monsieur DURAND FREDERIC, demeurant à TOURNEFEUILLE (Haute-Garonne), 10 RUE EDMOND ROSTAND

Les articles statutaires ont été modifiés en conséquence.

Les autres caractéristiques sociales demeurent inchangées.

Dépôt légal au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE

Pour avis, La Gérance

RECTIFICATIFS

Dans l'annonce parue le 10/05/2018 dans Le Journal Toulousain concernant la cession de fonds de commerce DEUX A COIFF du 70 rue du Bourrelleur 31330 MERVILLE il convient de lire le rectificatif suivant : Suivant acte ssp en date du 30/04/2018 enregistré au service de la publicité foncière et de l'enregistrement de TOULOUSE 3 le 03/05/2018 dossier 2018 21577 référence 2018 A 04902

IMMOPARC Société par Actions Simplifiée à capital variable 41 rue Paule Raymond ZAC Gabardie TOULOUSE (Haute-Garonne) RCS TOULOUSE 803 814 136

Rectificatif à l'annonce n°788 parue le 10/05/2018 concernant la SAS IMMOPARC, RCS TOULOUSE 803 814 136, il y avait lieu de lire :

« ont pris acte de la démission de Monsieur Bertrand MANIER de ses fonctions de Président (...) », au lieu et place de « ont pris acte de la démission de la société HELIANTHE DEVELOPPEMENT de ses fonctions de Président (...) ».

Pour avis

NYX ENERGIE Société par Actions Simplifiée à associé unique à capital variable 41 rue Paule Raymond ZAC GABARDIE TOULOUSE (31200) RCS TOULOUSE 810 841 817

Rectificatif à l'annonce n°788 parue le 10/05/2018 concernant la SASU NYX ENERGIE, RCS TOULOUSE 810 841 817, il y avait lieu de lire :

« a pris acte de la démission de Monsieur Bertrand MANIER de ses fonctions de Président (...) » au lieu et place de « a pris acte de la démission de la société HELIANTHE DEVELOPPEMENT de ses fonctions de Président (...) »

Pour avis

HELIOPARC S.A.S. à Associé Unique à Capital Variable 41 rue Paule Raymond ZAC Gabardie TOULOUSE (31200) RCS TOULOUSE 524 067 998

Rectificatif à l'annonce n°788 parue le 10/05/2018 concernant la SASU HELIOPARC, RCS TOULOUSE 524 067 998, il y avait lieu de lire :

« a pris acte de la démission de Monsieur Bertrand MANIER de ses fonctions de Président (...) » au lieu et place de « a pris acte de la démission de la société HELIANTHE DEVELOPPEMENT de ses fonctions de Président (...) »

Pour avis

Le GIP PPLE lance le portail : PPLE.fr

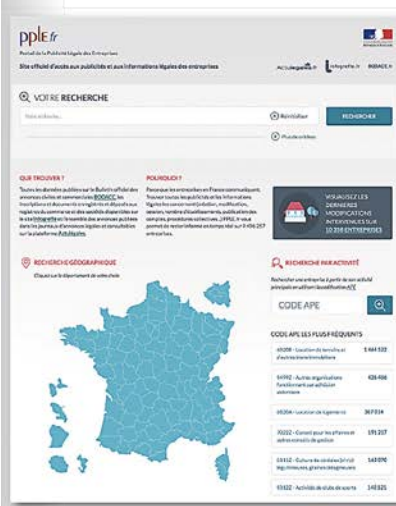


Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises

Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
• le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
• la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à la disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : PPLE.fr



Accessible à partir de l'adresse www.pple.fr

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

actulegales.fr qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;

bodacc.fr qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;

Infogreffe.fr qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.

Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
• soit via le département en cliquant sur une carte de France,
• soit par le code APE,
• soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elles, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'usager peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).

La mise en place de ce portail vise à contribuer à la transparence économique en associant les 3 acteurs français de la publicité légale.

